

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 23/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (ISDND)

Ecopôle des grands moulins
21270 DRAMBON

Références : 0005401112/2022-269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (ISDND) implanté Ecopôle des grands moulins 21270 DRAMBON. L'inspection a été annoncée le 09/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection a procédé à la vérification documentaire des divers contrôles, menés par l'organisme tiers, relatifs aux travaux réalisés pour la construction du casier amiante Am4 de l'ISDND. Elle n'émet pas, à l'issue de cet examen, d'observation.

Cet examen a été complété par une visite du site le 09 juin 2022, qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE (ISDND)
- Ecopôle des grands moulins 21270 DRAMBON
- Code AIOT dans GUN : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Suez exploite sur le site plusieurs installations classées dont en particulier une ISDND et une ISDD.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ouverture de casier

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisme tiers de contrôle	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.1	/	Sans objet
Programme de contrôles	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.2	/	Sans objet
Barrière de sécurité passive + stabilité (casier amiante)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
Barrière de sécurité passive	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
GESTION DES EAUX PLUVIALES EXTERNES	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.4.3	/	Sans objet
GESTION DES EAUX D'EXHAURE OU SUB-SURFACE	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.4.4	/	Sans objet
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.2.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a procédé à la vérification documentaire des divers contrôles, menés par l'organisme tiers, relatifs aux travaux réalisés pour la construction du casier amiante Am4 de l'ISDND. Elle n'émet pas, à l'issue de cet examen, d'observation.

Cet examen a été complété par une visite du site le 09 juin 2022, qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier.

Sur la base des éléments communiqués par l'exploitant et de la visite de terrain, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité faisant obstacle à la mise en service du casier Am4 et donc à l'admission des déchets dans celui-ci.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisme tiers de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Désignation de l'organisme tiers de contrôle
Prescription contrôlée : L'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant pour la réalisation des divers contrôles prévus aux articles suivants. L'organisme retenu fait l'objet au préalable d'une approbation par l'Inspection des installations classées.
Constats : Par courrier électronique du 16 février 2022, l'exploitant a transmis pour avis à l'Inspection le programme d'échantillonnage et d'analyse de la Barrière de Sécurité Passive (BSP) du casier Am4. À travers ce programme prévisionnel, l'exploitant précise également l'organisme tiers retenu (société D.S.C). S'agissant de l'organisme tiers indépendant qui intervient depuis plusieurs années sur le site, qu'il n'est pas maître d'ouvrage, ni maître d'œuvre, l'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ce choix.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'échantillonnage et d'analyse de la BSP (ISDND ou amiante)
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme, réalisé selon les normes en vigueur, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant, énoncé à l'article 8.1.3.1, sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du prochain casier. En cas de modification du contenu de ce programme, l'exploitant transmet le programme modifié à l'Inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'Inspection des installations classées.
Constats : Par courrier électronique du 16 février 2022, l'exploitant a transmis pour avis à l'Inspection le programme d'échantillonnage et d'analyse de la Barrière de Sécurité Passive (BSP) du casier Am4. Le programme comporte notamment le nombre et le type d'essais prévus. Pour le casier Am4, l'ensemble des dispositions prévues dans le programme d'échantillonnage et d'analyse a été mis en œuvre par l'organisme tiers.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Barrière de sécurité passive + stabilité (casier amiante)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement fond / flanc d'un casier amiante
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive ». Pour les casiers Am3 et Am4, la BSP présente les caractéristiques suivantes : a) fond du casier : présente une couche de perméabilité $k \leq 1.10^{-7}$ m/s sur au moins 1 m d'épaisseur ; b) flanc du casier : présente une couche de perméabilité $k \leq 1.10^{-7}$ m/s sur au moins 50 cm d'épaisseur, pris perpendiculairement à la pente du flanc. L'épaisseur de la BSP sur le flanc de chaque casier doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement.
Constats : Une fois la couche d'étanchéité réalisée, l'organisme tiers a procédé au contrôle de celle-ci (épaisseur et perméabilité) : <ul style="list-style-type: none">• fond casier Am4 → 8 essais au simple anneau fermé (tous présentent une perméabilité $k < 1.10^{-7}$ m/s) + 11 essais en forage. Un des essais ne présentait pas la perméabilité requise : l'exploitant a repris la zone non conforme.• sur les 3 flancs → 6 essais en forage de perméabilité comprise entre 3.10^{-8} et 1.10^{-9} m/s. L'organisme tiers valide la conformité de la couche d'1m de la BSP en fond de casier et de 50 cm sur les flancs avec une perméabilité $k < 1.10^{-7}$ m/s.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité de la digue sur laquelle repose le(s) flanc(s) du casier
Prescription contrôlée : La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. Les flancs de chaque casier sont constitués de talus de pente en 2H/1V. La stabilité de l'ensemble de la zone à exploiter est assurée par une digue périphérique constituée des flancs extérieurs de chaque casier et de remblais compactés.
Constats : Les 3 flancs présentent une pente de 2H/1V. Les caractéristiques du casier Am4 sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• S = 9 428 m²• côtes du fond de forme → comprise entre 189,5 à 186,5 m NGF ;• pente → 2 % (Sud au Nord) et 1,8 % (Ouest à Est). Le dernier côté est formé par la diguette de séparation avec le casier Am3. En fond de casier, bien que non imposé, l'exploitant a mis en place une couche de drainage de 50 cm, similaire à celle imposée sur un casier de déchets non dangereux. Concernant la stabilité, l'organisme tiers conclut que le casier (talus et digues) est stable sur le long terme.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX PLUVIALES EXTERNES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, GESTION DES EAUX PLUVIALES EXTERNES
Prescription contrôlée : Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, celles-ci sont collectées dans des fossés externes au site qui sont implantés à l'extérieur du périmètre clôturé du site, soit le long des routes départementales ceinturant le site ou en périphérie de la zone à exploiter. Dans ces conditions, aucune eau pluviale externe ne transite par le site. Elles sont rejetées directement, via un ou plusieurs fossés adjacents, dans la rivière « La Bèze ».
Constats : L'organisme tiers de contrôle a vérifié la présence des fossés, implantés en bordure extérieure du site, permettant la collecte des eaux pluviales externes au site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GESTION DES EAUX D'EXHAURE OU SUB-SURFACE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, GESTION DES EAUX D'EXHAURE OU SUB-SURFACE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface. À cet effet, l'exploitant complète, en amont hydraulique de la zone d'extension de l'ISDND, le réseau existant de drainage de ces eaux via l'aménagement de deux nouvelles tranchées.</p> <p>Ces tranchées drainantes sont réalisées sous le fond de forme des casiers et organisées de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">•tranchée drainante Nord → elle est raccordée à la tranchée drainante existante, qui se poursuit entre les casiers de déchets non-dangereux (K2A à K2I) et les casiers Am3 / Am4. Une seconde branche de cette tranchée est positionnée à l'arrière du flanc Nord de l'extension ;•tranchée drainante Ouest → elle est positionnée à l'arrière du flanc Ouest des casiers Am3 et Am4. <p>Chaque tranchée, dimensionnée de façon à drainer 1 m³/j (débit maximal calculé des eaux d'exhaure ou sub-surface) rejoint un point de pompage distinct de l'autre tranchée.</p> <p>Les eaux collectées dans ces tranchées sont rejetées au milieu naturel (fossé de « La Borde » ou fossés adjacents, puis rivière « La Bèze ») sans traitement, après contrôles (paramètres définis à l'article 4.4.5.2). Elles ne peuvent en aucun cas être mélangées aux eaux pluviales internes de ruissellement collectées dans les bassins paysagers ou fossés externes ou internes, listés aux articles 4.2.6.3, 4.4.3 et 4.4.5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin d'éviter les entrées latérales d'eaux dans le nouveau casier Am4, l'exploitant a prolongé en partie la tranchée drainante déjà existante (Ouest). La tranchée drainante Nord concerne les casiers de l'ISDND et est existante.</p> <p>L'organisme tiers a suivi les travaux de réalisation de la prolongation de la tranchée.</p> <p>Les eaux drainées sont directement rejetées au milieu naturel via le réseau de fossés de gestion des eaux externes.</p> <p>L'exploitant a présenté les analyses réalisées en 2021 (analyse annuelle rapport du B21/R40059/00320 du 08 avril 2021). Les résultats n'appellent pas de commentaires.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Pour la gestion de ces eaux, l'exploitant dispose des bassins suivants :(...) BK2Am 1780 m3 pour les eaux collectés sur les casiers Am3 et Am4. Ces bassins sont dimensionnés pour collecter les eaux pluviales internes de ruissellement consécutives d'un événement pluvieux de fréquence trentennale de 24 heures en intensité. Le cas échéant, le trop plein des bassins est dirigé dans une sur-verse qui rejoint l'un des fossés internes du site. L'augmentation des volumes disponibles est obtenue par sur-creusement ou par agrandissement de la surface au sol des bassins paysagers. Les eaux pluviales percolant à travers les déchets stockés dans les casiers Am3 et Am4 sont assimilables à des eaux pluviales internes de ruissellement et non à des lixiviats.
Constats : Les eaux pluviales internes de ruissellement sont collectées par plusieurs réseaux de fossés et rejoignent le bassin BPK2Am → ce bassin a été créé en 2019 et il reçoit exclusivement les eaux pluviales internes de ruissellement issues des casiers dédiés aux déchets contenant de l'amiante admissibles en ISDND. L'organisme tiers a vérifié le caractère opérationnel des réseaux de fossés acheminant les eaux pluviales vers ce bassin. Son étanchéité est assurée par la pose d'une géomembrane en PEHD dont le contrôle d'étanchéité a été fait en août 2019 (rapport 2019/138D du 07/08/2019)
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet